

Collectif Solidarité contre l'exclusion

Emploi et revenus pour tous

Edito

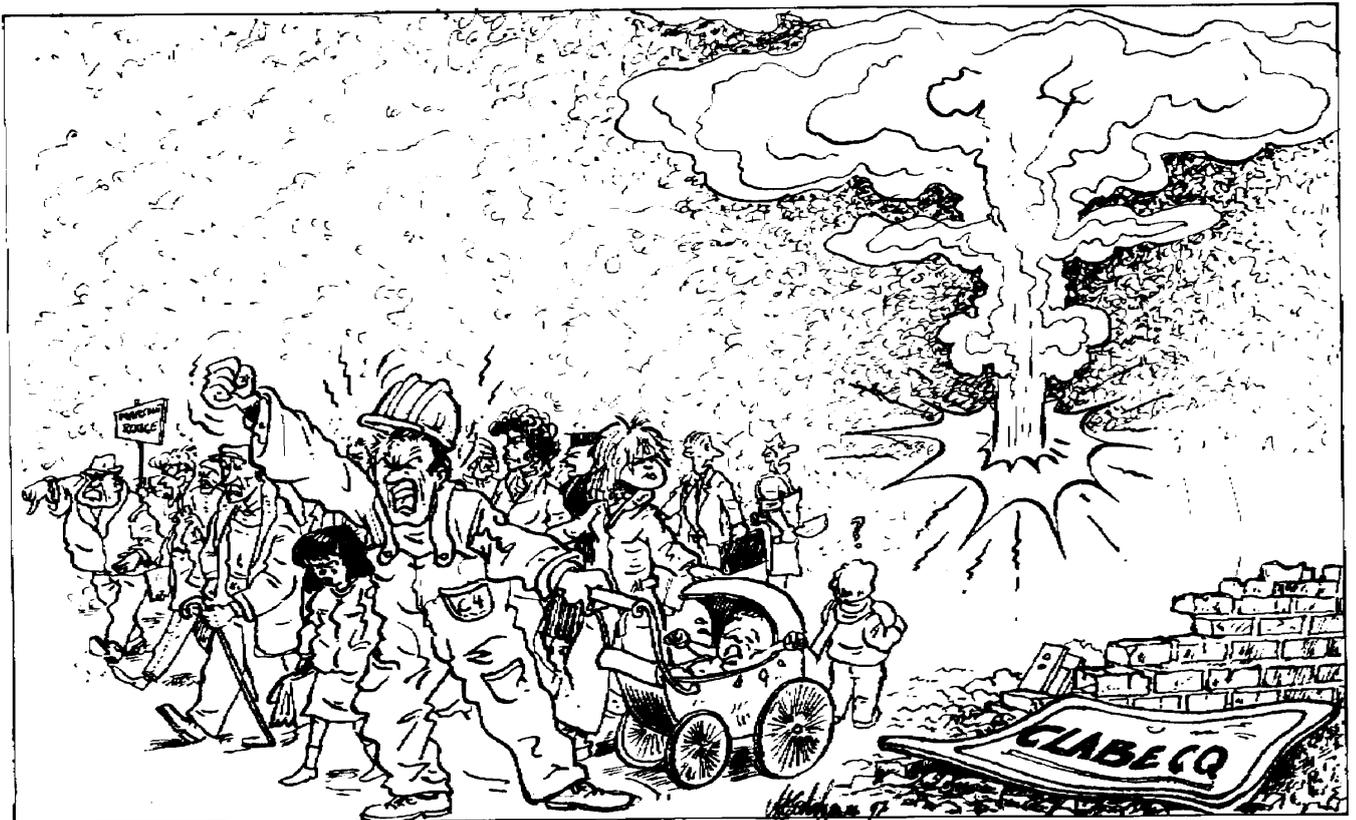
1997: les marches s'ébranlent ...

Les marchés tremblent ?

Car voici que des contrées du soleil levant nous vient un grand vent de réplique aux "nouveaux maîtres du monde", comme se plaît à les désigner le Monde Diplomatique: en Corée, au Cambodge et dans d'autres pays asiatiques les travailleurs montent au créneau. A l'autre bout du globe, en août 1996, les Zapatistes organisaient au Chiapas les premières "Rencontres intergalactiques pour l'humanité et contre le néo-libéralisme"... Et en Europe?

Pour le moment, des militants s'activent pour mettre sur pied (c'est le cas de le dire!) la Marche Européenne contre le chômage, la précarité et l'exclusion, prévue en mai 1997. Et ça les occupe ... même la nuit!

suite page 2.



NON DE CODE DE LA PHASE II " EXCLUSION DE MASSE "
PHASE III " EXTERMINATION DE MASSE "
... RAPPEL DE LA PHASE I " ABRUTISSEMENT DE MASSE ".

Vous trouverez des tracts invitant à la marche de Clabeeq du dimanche 2 février et au meeting européen des 22 et 23 février à l'Association pour la Paix, 34 rue de la Tulipe, 1050 Bruxelles, tél.: 02/502.37.80, dans les missions locales, ... Une distribution de ces tracts le 27 janvier dans tous les bureaux de pointage est possible. Qu'on se le dise ! Ce serait encore mieux si on se coordonnait ! Envie de distribuer ? Répartissons-nous les bureaux de pointage. Si vous voulez participer, téléphonez au 02/479.39.82 pour qu'on s'organise.

La prochaine A.G. du Collectif
aura lieu
le samedi 8 février 1996
à 11h00 à Namur,
aux Magasins du Monde, 11 rue Haute Marcelle,
(piétonnier - préférable: utiliser le parking de la gare)
Ordre du jour: cfr page 2.

Les articles et dessins inclus dans ce numéro n'engagent que leurs auteurs.

Adresse du Collectif Solidarité contre l'exclusion: 25 av. Depaire, 1020 Bruxelles.
tél. et fax: 02/479.39.82. e-mail: collectif_emploi@clubline.be.

Editeur responsable: Serge Romy, 124/4 rue des Anréates, 1040 Bruxelles.
Dépôt légal: Bruxelles 2 - 1020 Bruxelles/Périodique bimestriel

J'ai fait un rêve. Des dizaines de milliers de chômeurs défilaient dans les rues d'Amsterdam depuis plusieurs heures. Il y avait des délégations de tous les pays de l'Union Européenne. On remarquait aussi des manifestants venus de Suisse, de Pologne, du Maroc, de Turquie et même une demi-douzaine de Japonais. "C'est le plus gigantesque rassemblement populaire jamais observé aux Pays-Bas" s'exclamait en direct à la radio le correspondant ...

Et puis, tout de suite après, un chef d'état échappé du bunker où se tenait le sommet européen déclarait: "Nous allons devoir en tenir compte pour la construction d'une Europe sociale. La finance et l'euro ne sont pas tout".

C'était le rêve du marcheur, en édito du bulletin français d'information de la "Marche Européenne contre le chômage, la précarité et l'exclusion". Un simple rêve? Se demande-t-il. Et d'envisager comment le concrétiser au mieux.

La marche a déjà commencé:

rendez-vous le 2 février à Clabecq

En Belgique, c'est plutôt du cauchemar qu'il y a dans l'air. Après les innombrables marches blanches qui ont pointillé le paysage politique comme autant de traits sur une route à deux bandes, une grosse tache au milieu du chemin : à Clabecq, la marche ne fut pas blanche. Elle fut noire de colère. Devant la maison communale de Tubize, un bulldozer menaçait de foncer. Les banques étaient prises pour cibles. Et les délégués syndicaux d'appeler à une marche, le 2 février prochain, dépassant la problématique des forges de Clabecq pour réunir toutes les entreprises actuellement sur la sellette (Caterpillar, Philips, etc.), ainsi que les chômeurs, autour de revendications visant le niveau européen.

Immédiatement, le collectif "Solidarité contre l'Exclusion" a envoyé un fax aux responsables syndicaux de Clabecq, pour les féliciter de cette initiative, et leur assurer notre soutien pour cette marche. Rendez-vous donc le 2 février prochain: il y aura un calicot de "Solidarité contre l'Exclusion", et un de la Marche Européenne. Nous espérons participer à un large rassemblement de travailleurs, de sans emploi et de citoyens en général qui se soucient de l'avenir de l'emploi et de la répartition des revenus - pour tous! Cette fois, les délégués syndicaux ont prévenu qu'ils ne sortiraient pas leurs bâtons: on peut amener ses enfants, l'ambiance sera familiale. Tant mieux! Et chapeau donc à cette initiative syndicale qui a le mérite d'élargir le débat au départ de la situation d'une entreprise ...Rendez-vous donc, le 2 février:

* à Bruxelles à la Place Rouppe (bus affrétés par la FGTB) ou à la gare centrale à 13h19

* pour ceux qui souhaitent aller de Bruxelles à Clabecq en vélo, si le temps le permet: RV devant la gare centrale (Bd de l'Empereur) à 10h30. Pour plus de précisions, téléphonez au 02/479.39.82); nous roulerons en portant des calicots, et prendrons le joli chemin qui longe le canal.

Et l'activité du collectif?

Cette fois, c'est parti: une nuée de groupes de travail se mettent en train (voyez pages 4 et 5), et il y a toujours de la place pour d'autres initiatives. Vu les délais, nous prévoyons à présent de scinder le forum prévu en mai en deux parties:

— la première partie aura lieu le 4 mai comme prévu, et aura une perspective européenne, puisque nous serons à ce moment-là très impliqués dans la "marche européenne contre le chômage, la précarité et l'exclusion"; en collaboration avec nos partenaires néerlandophones de "Staten-generaal van de arbeid"(1), nous accueillerons "l'Appel européen pour le plein emploi" de l'euro-député Ken Coates, et ferons déjà une première synthèse des débats en cours dans les groupes de travail.

— la seconde partie aura lieu en automne 97; d'une part, cela nous permettra d'assurer "l'après" de la Marche Européenne (après avoir soufflé un coup pendant l'été!), afin que les énergies rassemblées à cette occasion ne retombent pas comme un vulgaire soufflé au fromage. D'autre part, cela permettra à chaque groupe de travail d'approfondir les problématiques choisies, et au collectif de mieux préparer ce forum.

Vraiment, l'année 1997 démarre sur les chapeaux de

roue; si vous en avez le temps, rejoignez donc l'équipe de coordination, vous y serez les bienvenus!

(1) "Staten-generaal voor arbeid: uitnodiging tot debat": pour toute information, contacter Stephen Bouquin, Vandernootstr. 15 - 1080 Brussel - tél. 02/425.60.48 - le texte de l'"Appel européen pour le plein emploi" de Ken Coates se trouve dans ce numéro page 9 et 10.

Antoinette Brouyaux

Ordre du jour de l'A.G. du 8 février à Namur

11h **Fonctionnement du collectif: état des finances, dossier ACS, groupe de coordination: évaluation**

12 h **Repas** (chacun amène un fromage ou une salade, boissons, la coordination s'occupe du pain et du broil, comme les assiettes, etc.)

13h **Présentation des différents ateliers groupes de travail**: (5 minutes accordées à chacun des responsables de ces groupes. s'il le souhaite)

Tour de table, échange d'expériences avec les associations de terrain

15h30 **Pause café**

16h **Points de vue sur le travail de réflexion ainsi initié par le collectif:**

- * lien avec des actions médiatiques: l'expérience des Compagnons du Partage
- * lien avec le projet "Marches Européennes": échos d'un des membres du Comité Belge d'initiatives pour la Marche Européenne contre le chômage ...
- * lien avec le combat syndical pour l'emploi d'aujourd'hui: le témoignage d'un militant syndical (de Caterpillar, Clabecq ou une autre entreprise en difficulté)
- * lien avec les débats sur la répartition des revenus: l'avis d'un représentant de l'"Appel des 600"

Comment devenir membre du Collectif ?

Le Collectif se base sur un appel paru dans les deux journaux précédents. Si vous ne l'avez pas, demandez-le. Pour devenir membre, il faut d'abord que vous signiez notre appel. Le paiement de la cotisation induit d'office que vous y adhérez. Les cotisations sont fixées par an à 1.200 FB (ou 100 FB par mois par ordre permanent) pour les travailleurs et 600 FB ou (50 FB/mois - ordre permanent) pour les personnes sans emploi ou minimexées. Le numéro de compte du Collectif est le 523-0800384-15 (Banque Triodos). Le fait d'être membre donne droit au vote aux assemblées générales et à recevoir le journal et les invitations aux A.G.

Vous pouvez aussi être sympathisant. Le montant de votre cotisation est alors de 300 FB par an. Elle vous donne droit à recevoir notre journal.

Nom: Prénom: tél: /
Adresse: C.P.: Ville:

- Je signe l'appel: signature:
- Je demande à être tenu au courant et je verse 300 FB par an pour les frais de courrier et de journaux.
- Je me fais membre en versant au compte de la banque Triodos: **523-0800384-15.**

soit: 100 FB par mois (ou 50 FB par mois: sans emploi et minimexés) par un ordre permanent: soit: 1.200 FB par an (ou 600 FB par mois: sans emploi et minimexés): soit: plus si je veux: FB

Cochez la case adéquate, merci. SVP Ecrivez en imprime afin que nous puissions vous lire. Merci.

Talon à renvoyer à l'adresse suivante: Collectif Solidarité contre l'exclusion, 25 av. Depaire, 1020 Bruxelles.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 14 DÉCEMBRE 1996 - RÉSUMÉ DU P.V.

1) Fichier des signataires (tenu par G. De Smet) :

Pour y être repris, il faut avoir renvoyé le talon avec sa signature. Certains s'étonnent de ne pas être repris comme signataires mais beaucoup n'ont pas encore signé l'appel ou payer leur cotisation de membre.

2) Finances :

- 3000 FB sur le compte !. Appel aux versements des cotisations. Pistes de financement: Dossier pour demandes de fonds auprès des entreprises sociales; Communauté française: demander des fonds pour le forum en passant par une des associations signataires reconnues comme éducation permanente.

3) Dossier ACS:

- Demande déposée par les Équipes Populaires à la région Bruxelloise, pour un an. Ont travaillé au dossier: G. De Smet, Y. Hellendorff, F. Gobbe, M. Goffin et S. Remy.

- condition : 3000 à 4000 FB/mois seraient à charge du Collectif. Si nous avons un ACS, les coûts de fonctionnement s'élèveront à environ 10 000 FB/mois (avec les frais du journal). Appel aux donateurs (individuels et organisations).

- Cette condition est acceptée à la majorité : il devient indispensable de bénéficier de plus de temps de travail pour mener à bien les projets du collectif.

- Comité de suivi: à définir.

4) Résolution concernant la collaboration du Collectif avec les organisations syndicales: (cfr article ci-contre).

La résolution a été adoptée à: 14 voix pour—0 voix contre—4 abstentions.

Le souci exprimé par plusieurs participants est de préserver une autonomie du collectif par rapport aux structures syndicales tout en travaillant en collaboration étroite. Cette autonomie pourra permettre au collectif de jouer un rôle "d'aiguillon" vis à vis des structures syndicales quand cela s'avère nécessaire, tout cela dans un esprit constructif.

5) Rapport du groupe de travail "démocratie interne":

- projet de "charte" de fonctionnement, notamment pour assurer l'autonomie du fonctionnement du mouvement vis à vis des organisations participantes;

- importance de répercuter toutes les propositions des membres pour autant qu'elles aient trait à notre objet social (l'emploi et la répartition des revenus);

- la communication interne est essentielle. Le journal doit être envoyé tous les deux mois. Pour l'AG, la convocation et le PV doivent être envoyés au minimum aux membres payants;

- prévoir le mode d'utilisation du fichier dans la charte.

6) Différence entre le collectif et

le groupe "Solidarités en mouvement":

Pour certains, ce n'est toujours pas clair. Le collectif a en fait été mis sur pied en juin 96 à l'initiative de Solidarités en mouvement. Cette association a travaillé depuis juin 95 à la conception du collectif. Toutes les réunions, contacts, frais divers ont été assumés par Solidarités en mouvement pendant cette année de préparation. Depuis juillet 96, les comptes financiers du collectif sont distincts; Solidarités en mouvement continue à participer comme l'une des organisations participantes au collectif.

7) Rapport du groupe de pilotage sur les Forums:

- le forum (rencontre et synthèses des groupes décentralisés) est planifié pour l'automne.

- un premier forum intermédiaire aura lieu en mai, avec le collectif néerlandophone (4 mai). Il permettra une première mise en commun des groupes de travail, et d'aborder surtout la problématique européenne (à l'occasion des marches européennes de fin mai). Du côté néerlandophone, le forum sera centré sur l'appel de Ken Coates.

- Nous décidons de nous associer à l'appel néerlandophone (invitation au débat).

8) Rapport du groupe de suivi des marches européennes

Le collectif fait partie du comité belge des marches. Il faut réfléchir à l'articulation entre le collectif et les marches.

9) R.E.C. (réseau européen des chômeurs)

5 personnes ont participé à la rencontre internationale annuelle du 11 au 17.11.96 (Ennis, Irlande). Cotisation annuelle: 12000 FB à partager avec C4 et ABVV. Le collectif ne peut verser seul la cotisation et ne peut être considéré comme assez représentatif des chômeurs. Il faut constituer un groupe plus représentatif dont le collectif pourrait faire partie. Un groupe de travail devra se charger des contacts. On demande à C. André d'envoyer une lettre au REC en expliquant la situation.

Pv rédigé par Ghislaine De Smet et résumé par Philippe Leloup

Il était une fois un petit collectif et deux grands syndicats ...

Une mise au point concernant les syndicats a été ressentie comme nécessaire au sein du collectif "Solidarité contre l'exclusion": c'est pourquoi nous avons organisé un débat sur ce sujet le 26 novembre dernier. D'un côté, des syndicalistes impliqués personnellement dans le collectif souhaitaient s'assurer d'une réelle volonté de collaboration, d'un autre côté, certains éprouvaient le besoin de "vider leur sac", déplorant la difficulté de pouvoir exprimer librement des opinions critiques à l'égard des syndicats.

Bref, on craignait l'empoignade, mais finalement le ton fut enjoué et constructif. Les syndicalistes eux-mêmes, comme Pascual Colicchio (FGTB) reconnaissent que dans ces grandes nébuleuses qui comptent près ou plus d'un million d'affiliés, il y a certainement des tabous et des problèmes, et que pour ce faire, on a le choix: de changer les choses à l'intérieur même des syndicats / de les impulser de l'extérieur vers l'intérieur / ou de recréer quelque chose de nouveau.

En bref, le souhait général correspond plutôt à la deuxième solution: d'où la motion reprise ci-dessous. Nous avons reconnu la nécessité d'une meilleure connaissance mutuelle; Michel Van Bambeke de la CNE (qui était présente en force), a recadré ce débat dans une perspective historique, celle-ci étant complétée par l'expérience de militants de longue date au sein de la FGTB. Enfin, la perspective géographique a été aussi évoquée, suite aux contacts internationaux pour préparer la "marche européenne contre le chômage": il est toujours intéressant de comparer notre expérience par rapport au monde syndical, avec celle d'autres collectifs ou associations, belges ou étrangères: ce qui permet de pointer le manque de crédibilité ou de diplomatie d'un côté, une susceptibilité ou une méfiance parfois exacerbée de l'autre.

En conclusion, le vœu de coexister en étant complices et complémentaires et une volonté affirmée d'aller plus loin dans l'analyse, au sein d'un groupe de travail thématique ou de débats ultérieurs. Intéressé? N'hésitez pas à vous faire connaître au secrétariat du collectif ou à demander le rapport complet de cette réunion, dont cet aperçu n'est qu'un pâle - et très subjectif - résumé (ah la presse, la presse, il y aurait aussi des choses à en dire!).

Motion amendée et adoptée à l'A.G. du 14 décembre :

Les organisations syndicales signataires qui le souhaitent font partie intégrante du collectif. Comme pour tout membre effectif, cette disposition implique:

- de la part des organisations syndicales: une participation active aux différentes activités du collectif, dans le respect de l'autonomie réciproque
- de la part du collectif et des organisations syndicales: un mode de fonctionnement souple basé sur
 - * le consensus pour les activités à l'égard desquelles le collectif s'engage, d'une part
 - * l'acceptation de la volonté des membres (individus, associations, syndicats) de participer à des activités pour lesquelles le collectif n'est pas parvenu à obtenir le consensus en son sein, d'autre part
 - * le respect mutuel de l'intégrité des organisations participantes

Le souci exprimé par plusieurs participants est de préserver une autonomie au sein du collectif par rapport aux structures syndicales, tout en travaillant en collaboration étroite aussi souvent que possible. Cette autonomie pourra permettre au collectif de jouer un rôle d'"aiguillon" vis-à-vis des structures syndicales quand cela s'avère nécessaire, tout cela dans un esprit constructif.

Les ateliers

Vous trouverez ci-dessous la première tournée d'ateliers initiés dans le cadre du Collectif.

Ces débats autour des thèmes liés à l'emploi, à l'accès aux revenus et à lutte contre l'exclusion ont pour objectif de préparer des revendications claires et précises que nous voulons diffuser et dont nous voulons discuter avec un maximum d'individus, d'associations, de syndicalistes.

Comme vous l'aurez lu dans l'éditorial, deux forums seront organisés:

* **le premier le 4 mai 1997**, en collaboration avec notre organisation-soeur néerlandophone: «Staten-generaal van de arbeid»: les enjeux européens et première mise en commun entre les ateliers.

* **le deuxième à l'automne 1997**: élaboration des revendications et répercussion vers le monde politique.

Dans le prochain numéro, d'autres ateliers verront le jour. Les sujets à aborder sont loin d'être épuisés. Certains sont dans les cartons. Si vous désirez vous-même en commencer un, n'hésitez pas ! Le groupe de coordination du forum a initié un questionnaire qui permet de préciser l'évolution du travail et de se coordonner. Demandez-le, renvoyez-le nous: nous publierons dans le prochain journal votre proposition.

La prochaine réunion de la Coordination «préparation des forums» aura lieu **le mercredi 29 janvier 1997 à 20h00 à la C.N.E., 176 chaussée de Haecht, 1030 Bruxelles**. Comme les autres, elle est ouverte à tous.

Chose promise, chose dûe: voici donc la liste des ateliers ...

«C'est la faute à ...»

Comprendre les causes du chômage et du sous-emploi.

Thème: Le chômage: c'est la faute aux salaires, à la productivité, au manque de qualification, aux technologies, à la mondialisation, aux marchés financiers, à l'Etat, aux monopoles, aux femmes d'ici, aux enfants de là-bas, à l'égoïsme des ouvriers qui ont du boulot, aux jeunes qui ne veulent pas travailler, aux impôts, à la pluie et au beau temps...

Comment s'y retrouver dans tous ces discours sur «la» cause du mal ? Peut-on faire une analyse rigoureuse d'un phénomène si complexe ? Peut-on connaître les mécanismes qui conduisent plus de vingt millions d'Européens à «être sans travail» ?

Le but de l'atelier est de fournir un outil d'analyse, pour comprendre l'enchaînement des mécanismes économiques qui, d'un côté détruisent les emplois et de l'autre provoquent leur transformation profonde. Mieux comprendre les causes, c'est aussi se mettre en situation de mieux apprécier les différentes solutions envisageables.

Public: 15 à 20 personnes (max.) Prière de s'inscrire au 02/479.39.82. Cet atelier est ouvert à tous ceux qui s'intéressent à la question, ce n'est pas un atelier de spécialistes.

Animateur: Gabriel Maissin, économiste, spécialisé en sciences de la population et du développement.

Lieu: 307 rue des Alliés, 1190 Bruxelles

Date: samedi 1 mars. **Heure:** de 14h à 17h.

Quelle autre société ?

Thème: Un autre modèle de société: une société où l'exclusion sera très limitée et où un revenu suffisant serait garanti à tous.

Organisation: Critiques et perspectives.

Responsable: Maurice Delogne tél.: 02/647.14.29.

Lieu: «Le Pantin», 355 chaussée d'Ixelles, 1050 Bruxelles (Ixelles, à 50 m de la place Flagey - bus 71, tram 81)

Dates: jeudis: 9.1.97, 23.1.97, 6.2.97, 20.2.97, 6.3.97, 13.3.97, ... ? **Heure:** 19h30

Vers un revenu inconditionnel ?

Thème: En quelques lignes... voici les raisons principales qui me poussent à proposer le revenu inconditionnel comme thème.

1) Dénoncer le contrôle des allocataires sociaux («avec qui couches-tu ?»)

2) Construire une société de pleine activité, dans laquelle on puisse refuser de travailler dans certains secteurs en fonction de ses idéaux (merde aux entreprises qui exploitent le Tiers-monde).

3) Voir quels sont les dangers d'un revenu inconditionnel et proposer des aménagements.

Responsable: Stéphane Roberti tél.: 02/673.69.71.

Lieu: 141 rue Delaunoy, 1080 Bruxelles, sonnette: Elico.

Date: jeudi 30 janvier 1997 **Heure:** 20h15

Réseaux d'échanges de savoirs (RES)

Thème: Echanger des savoirs, mettre ses expériences de vie à disposition des autres, participer à une dynamique de création collective... N'est-ce pas participer à la construction de la société du temps libéré ?

Temps libéré dans la vie de chacun, par le partage du travail... Temps libéré pour s'investir dans autre chose, et accorder la valeur qu'elles méritent aux activités communautaires, à l'exercice quotidien de la citoyenneté et au développement de soi... D'autant qu'à terme, cela est générateur d'espoirs (d'utopies) nouveaux et ... d'emploi.

Responsable: Michel Bastin, tél.: 02/514.21.58 (répondeur);

Paula Romero, tél.: 218.56.08 (lundi et mardi matins); Michèle Boereboom, tél.: 230.62.60 (jeudi après-midi).

Lieu: Maison de Quartier Chambéry, 24 rue de Chambéry, 1040 Bruxelles, bus: 34-36-80 et tram 81.

Dates: Samedi 8 mars, «*Mise en situation*»: atelier où l'on ... échangera des savoirs.

Samedi 29 mars, Echanges d'expériences RES et autres.

Samedi 26 avril, idem.

Heure: 14h00

N.B.: Jeudi 24 avril à 19h30: Ciné-conférence de l'Autre Lieu aux Riches Claires, 24 rue des Riches Claires, 1000 Bruxelles: Claire Héber-Sufrin, fondatrice du premier RES à Evry (Paris), y sera présente.

Quelle participation des citoyens dans les choix de politique européenne ?

Thème: On ne peut plus se passer du niveau européen pour résoudre certains problèmes cruciaux. A ce niveau-là, comment tisser le fil entre citoyen et politique ? Comment, l'un avec l'autre, s'impliquer davantage afin de mieux répondre aux besoins de la société ?

Document proposé: Rapport de Philippe Herzog (Député européen) qui comprend: 1. **Délibération publique** des politiques de l'Union; 2. **Information** des citoyens; 3. **Expression** et consultation des citoyens et des acteurs sociaux; 4. **Représentation** des citoyens.

Remarque: Après un débat et des échanges de vues, il s'agira dans un deuxième temps de mener ensemble un travail de contact auprès de personnalités (politiques et autres) et d'un travail de promotion plus large.

Responsable: Philippe Leloup tél.: 02/267.68.95

Lieu: Pantin, 355 chaussée d'Ixelles, 1050 Bruxelles (Ixelles, à 50 m de la place Flagey)

Date: lundi 27 janvier 1997 **Heure:** 19h30

Emploi: 32 H/semaine de compétitivité ?

Thème: Des emplois de qualité pour satisfaire les besoins: par quelles approches et quels comportements nouveaux ? Le travail pour tous, autrement: avec quel argent ? Et quelles nouvelles politiques européennes ?

Document de départ: L'appel de Ken Coates pour le plein emploi.

Organisateur: Philippe Leloup tél.: 02/267.68.95

Lieu: Pantin, 355 chaussée d'Ixelles, 1050 Bruxelles (Ixelles, à 50 m de la place Flagey)

Dates: mardi 4 février 1997 **Heure:** 19H30

Discriminations raciales et emploi

Thème: Les difficultés que rencontrent les sans emploi noirs, arabes, ... (bref, d'origine étrangère) dans leur recherche d'emploi.

Responsable: B.T. tél.: 02/219.59.55.

Lieu: Boutique d'emploi (Bruxelles laïque), 17 rue du Méridien, 1210 Bruxelles.

Date: vendredi 14 février 1997 **Heure:** 11h

Comment mobiliser les chômeurs ?

Thème: Les sans emploi: chômeurs ou minimexés constituent le public le premier concerné par le problème de l'accès à l'emploi et aux revenus. Or en Belgique, le constat qui est fait par rapport à la mobilisation des chômeurs se résume à une impression d'échec. Pourtant, en France, des organisations comme AC I, le M.N.C.P., l'A.P.E.I.S., ... se multiplient, rassemblent les sans emploi, obtiennent des revendications. En Irlande, l'Irish National Organisation of Unemployed est également une organisation très dynamique et bien implantée. Pourquoi réussissent-ils et nous pas? Le but de l'atelier sera dans un premier temps de mieux connaître les actions existantes qui visent à mobiliser les sans emploi ainsi que les obstacles rencontrés en Belgique, afin de mieux les contrer et de s'inspirer de l'expérience d'autres pays. La deuxième phase consistera à organiser des actions mobilisatrices pour les sans emploi.

Responsable: Claire André (dans un premier temps !) tél. et fax(modem): 02/479.39.82. e-mail: collectif.emploi@linkline.be

Lieu: La Poudrière, 41 rue de la Poudrière, 1000 Bruxelles.

Dates: lundi 17 février 1997 **Heure:** 14h00.

Chômeur objet ou chômeur sujet ?

Quelle participation et

quelle organisation voulons-nous ?

Thème: Créer un comité de chômeurs autonome et pluraliste. Ceux-ci échangeront leurs expériences: de l'accès à l'emploi dépend l'accès à l'éducation, à la culture, à la justice, à la santé, à la démocratie, ...

Chantal demande aux personnes intéressées de l'aider à préparer l'atelier: comment exploiter les thèmes, qui inviter comme animateur ou expert ?

Responsable: Chantal Rossignon (Antenne Arlon-Neufchâteau du Collectif) tél. et fax: 063/41.14.70.

Lieu et date: à déterminer - probablement en avril 1997 (Sud-Luxembourg)

L'accès à l'emploi et à la sécurité d'existence pour tous

Thème: Comment y parvenir ? Quelles solutions promouvoir ou revendiquer pour une société plus équitable ? En fonction des motivations des participants du groupe: notre démarche se calque sur la philosophie de l'éducation permanente et partira donc de la demande des membres du groupe.

Organisation: MOC

Responsable: Marie-Pierre Seron tél.: 083/21.57.34 et fax: 083/21.68.97.

Remarque: Il s'agira d'un atelier en cercle restreint, pour une réflexion en profondeur avec des jeunes chômeurs ou minimexés.

L'Union, philosophie et applications

Thème: a) Adhérer directement au «front commun» syndical. Est-ce possible ? Quel intérêt ? Faut-il demander la permission ?

b) L'indépendance financière du syndicalisme (au sens large !) peut-elle être obtenue via une hyper «carte Jeunes... et moins jeunes», une sorte d'internet financier ?

c) Prolonger l'action syndicale par des Unions d'Intérêt Economique (UIE) qui négocient pour leurs membres le maximum d'avantages financiers sur le plus grand nombre de produits et services ?

3 propositions d'actions extérieures:

a) l'Union d'Intérêt Economique (UIE) des consommateurs (y compris des exclus !)

b) l'Union d'Intérêt Economique (UIE) des professionnels indépendants (indépendants, titulaires de professions libérales et patrons de T.P.E. ou P.M.E.)

c) l'Union des demandeurs d'emploi (UDE) constituée d'office en «front commun».

Organisation: A.S.B.L. P.A.S.C.A.L.

Responsable: pour Bruxelles: Bernard Marissal, tél.: 02/270.14.93 et pour Liège: Jean-Pierre Michel tél.: 04/252.21.00.

Lieux: à Bruxelles, chez Bernard Marissal, Keienberglaan 75 à 1850 Grimbergen; à Liège, à l'asbl P.A.S.C.A.L., 45 rue Ambiorix à 4000 Liège.

Dates: sur rendez-vous, en semaine à 20h et les samedis à 15h.

«Mordicus», projet exemplaire de contrôle social ?

Quel est le rôle du Forem et des institutions publiques dans l'effort d'auto-structuration des chômeurs ? C'est la question qu'on ferait bien de poser à la lumière des incidents qui émaillent la vie du projet Mordicus à Verviers.

Voici proposée une synthèse de l'évolution récente de ce projet par un membre menacé d'exclusion par son Conseil d'administration.

Mordicus, organisation qui se veut promue par et pour les travailleurs, avait comme objectif de mobiliser sans emplois et travailleurs au sein d'une solidarité actifs-non-actifs et ce de telle façon qu'on ne puisse soupçonner l'association d'entretenir un discours politique. Autrement dit, en ces temps de communication télé généralisée, il lui fallait pratiquer une lutte virtuelle (c'est-à-dire, une lutte privée d'expression politique), mais surtout, grâce à la stratégie des «projets» mis au point par les chômeurs, perpétuer l'illusion d'un épanouissement créatif possible dans les limites du marécage néolibéral.

Malheureusement et contrairement à toute attente, le premier numéro du journal produit par l'a.s.b.l. fut franchement accusateur pour les pouvoirs en place (milieu patronal, banques, gouvernement, partis politiques). Devant cette incontrôlable poussée d'irrationalité, Raymond Delbrouck, directeur subrégional du Forem à Verviers, par ailleurs membre non élu du Conseil d'administration de l'a.s.b.l., a dû rappeler à celle-ci le devoir de neutralité de l'institution qu'il représente. Ainsi dans une lettre adressée aux membres (point 2 de la lettre du 16/12/96), il déclare: «En tant que membre de l'a.s.b.l., le Forem-Verviers voit automatiquement sa responsabilité engagée de droit ou de fait dans toutes les actions menées par Mordicus. Il lui est évidemment impossible en tant qu'organisme public de cautionner une action qui ne respecte pas le cadre légal... Par ailleurs rien ou très peu dans votre publication ne permet au lecteur d'être clairement et sans ambiguïté averti et informé que vos propos n'engagent que les auteurs des articles et ne reflètent nullement les opinions du Forem-Verviers et du Forem en général».

Si le principe invoqué semble acceptable, la suite de la lettre constitue une menace voilée. Raymond Delbrouck, au nom d'une neutralité institutionnelle affichée, ne se gêne pas pour faire le procès politique de ceux qui n'ont pas respecté une attitude selon lui politiquement correcte. Et de reprocher notamment (point 3 de la lettre) qu'«en dehors des harangues sur l'économie, l'économie de marché (mais rien sur les autres systèmes économiques), sur les banques, certaines organisations patronales, certains syndicats, l'ONEM, les riches, les entreprises, la politique gouvernementale, les bourgeois, certains hommes politiques (cités nommément, qui plus est !), les tentatives de récupération dont vous prétendez faire l'objet, ... je ne trouve aucun apport positif, aucune proposition constructive, concrète, aucun projet social digne de ce nom». Par «projet social digne de ce nom», il faut sans doute entendre tout ce qui permettrait la dissolution du corps social dans la sainte économie de marché.

Le fonctionnaire en terminant par la suspension de toute aide matérielle du Forem à l'a.s.b.l. (locaux, photocopies, timbres, enveloppes), tout en restant par ailleurs membre de son Conseil d'administration.

Pour protéger le Forem, R. Delbrouck avait à sa disposition d'autres moyens: il pouvait soit démissionner du Conseil d'administration soit faire connaître dans la presse sa position de directeur d'une institution publique. Son choix, à savoir rester dans le Conseil d'administration et faire pression sur les membres, n'est pas innocent.

Face à ces tentatives d'intimidation et après la démission du président (un des promoteurs du projet), le Conseil d'administration a malheureusement décidé d'adopter un profil bas: il s'est rallié à la conciliation (il y aurait des subsides à la clé). Désormais les paris sont ouverts sur les orientations idéologiques de l'a.s.b.l., ainsi que sur la nature de sa participation au Forum pour l'emploi en mai 1997.

Conclusion:

Créer une a.s.b.l. avec statuts et personnalité juridique correspond au besoin d'avoir le pouvoir avec soi. Une orientation qui peut se révéler dangereuse.

Les discours politiques que certaines a.s.b.l. de chômeurs ont la permission de développer font partie d'une stratégie de séduction visant à rameuter les groupes et les individus socio-survoltés pour, après, éliminer les éléments perturbant le consensus mou: pour avoir voulu dénoncer la censure que voulait installer le FOREM au sein d'un projet de regroupement des chômeurs, j'ai été viré: envoyé à neuf heures du matin, un recommandé m'annonçait qu'à sa réunion de dix heures, le même jour, le Conseil d'administration de Mordicus avait pris la décision de suspendre mon adhésion et de proposer à l'assemblée générale mon exclusion. A l'unanimité.

François Barzin

Résistances d'ici et d'ailleurs - Invitation à une année de rencontres et d'échanges sur la résistance

Il y a vingt ans, le Cirque Divers naissait dans une «période de creux de la vague, signe d'une crise économique saine», dans une «situation de cirque où se côtoient des mondes parallèles» et dans laquelle il ne pouvait être que le «Grand Jardinier du paradoxe et du mensonge universels». Au creux de la vague, on peut répondre par une poétique clownesque. Face à la pensée unique et à son implacable logique économique, c'est de Résistance qu'il s'agit. La nôtre est culturelle et consiste notamment à donner à entendre des voix et des idées ailleurs étouffées, dans notre cabaret-théâtre-galerie et à travers nos publications (journal C4, collection papier Journal, ...)

Et la vôtre, quelle est-elle ? Comment résistez-vous, vous, individu, association, communauté, ... ? Qu'est-ce que vous dites, qu'est-ce que vous faites ? Comment le dites-vous et le faites-vous ?

De plus en plus, il nous semble entendre le frémissement de voix qui s'opposent et qui proposent. Il nous paraît que le moment est venu de réunir ces voix pour qu'elles puissent se parler et s'écouter. Echanger.

Il nous est venu l'idée d'un grand forum, d'un grand dialogue des résistances d'ici et maintenant, d'autres lieux et d'autres temps. Nous proposons que ce forum ait lieu dans quelques mois, fin septembre et qu'il soit préparé par une série de rencontres sur des thèmes précis. Nous en suggérons quelques-uns qui, au-delà de leur singularité, ont une portée sur l'ensemble des secteurs et du fonctionnement de notre société:

Art et Résistance 0 Médias en résistance 0 Sida 0 Réfugiés, immigrés, sans-papiers, ... 0 Chômage et exclusion sociale 0 Le monde associatif en résistance 0 Liens et ruptures de la pensée philosophique et de la pensée scientifique (en résistance)

Le Cirque Divers ne peut ni ne souhaite organiser seul ces rencontres. Car nous y voyons l'occasion de créer des synergies et pourquoi pas, des réseaux de résistance. Nous souhaiterions aussi susciter des envies et que ces débats, sur ces thèmes ou sur d'autres, se multiplient, aient aussi lieu ailleurs, au même moment ou non.

De par nos activités, nous pourrions assez facilement organiser les rencontres sur les thèmes: chômage, médias, Art et Résistance. Mais nous avons besoin d'aide, de suggestions sur les personnes, associations, ... que nous pourrions inviter. Pour les autres thèmes, et pour toute initiative, l'appel est lancé.

Pour toute information, idée, proposition, ...
Contacter Laurence Vanpaeschen au 04/342.94.55

C4 «LE MENSUEL PAR LES CHOMEURS», 11 en roture, 4020
Liège.



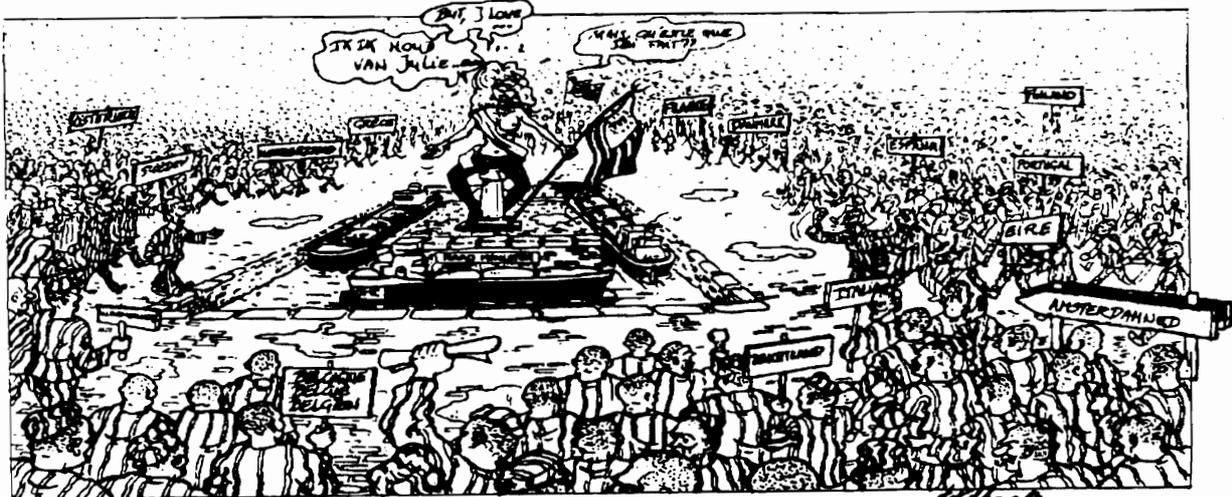
marche européenne

contre le chômage la précarité et l'exclusion



Dans toute l'Europe,
marchons contre le chômage,
la précarité, les exclusions !

"Les Ports D'Amsterdam" OUI DISFONCTIONNEMENT COURABLE



EXCLUS, NOUS CONNAISSONS LA CHANSON ...

La mise sur pieds d'une Marche européenne
contre le chômage, la précarité et l'exclusion:

qui ? pourquoi ? comment ?

La (ou les) Marche(s) européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion prennent place dans la foulée d'une série d'initiatives similaires - de mobilisation et de contestation "ambulante" - développées jusqu'ici à une moindre échelle par des associations ou des fédérations d'associations le plus souvent nationales (Agir contre le Chômage ! - A.C.I en France, Balladre en Espagne,...).

Ces marches, qui auront lieu du 15 avril au 14 juin 1997, conflueront vers Amsterdam tels des cours d'eau tumultueux, au départ des quatre (?) coins du continent européen (Scandinavie, Pologne, Bosnie, Italie, Portugal,...), voire d'un peu au-delà (Tanger).

Les groupes de marcheurs qui l'alimenteront seront composés de personnes issues d'horizons divers (chômeurs et travailleurs, immigrés et autochtones, de milieux syndicaux, associatifs, anti-fascistes, écologistes,...), bref de femmes et d'hommes réunis autour d'un objectif: clamer leur refus de la misère, leur Euroopposition aux structures institutionnelles qui l'entretiennent, réclamer du travail pour ceux qui en souhaitent un et des ressources suffisantes pour tous. L'Appel de Florence (cfr bulletin précédent) constitue en quelque sorte la "référence" revendicative commune...mais libre à chacun de la faire résonner selon ses priorités ou d'en dépasser le

périmètre ! De même au niveau de l'implication pratique: nombreux seront certainement ceux qui chemineront pendant une ou plusieurs journée(s), dans les limites de leur ville ou de leur région...nul doute que le flot des marcheurs "permanents" enflera et décroîtra au gré des circonstances (manifestations urbaines,...)

Une embouchure: Amsterdam, le 14 juin

Les Pays-Bas assument actuellement la présidence tournante de l'Union Européenne, et ce jusqu'à la fin du mois de juin. Non seulement prévoient-ils de tenir à Amsterdam, le 14 juin, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement qui clôt traditionnellement les six mois de présidence mais aussi espèrent-ils pouvoir alors conclure la Conférence Intergouvernementale (C.I.G.) occupée à réviser le Traité de Maastricht. Diverses associations hollandaises ont décidé d'organiser à cette occasion un contre sommet. Elles y convient tous les mouvements européens actifs dans les domaines de l'environnement, du pacifisme, du féminisme, ...

Les initiateurs de l'Appel de Florence l'avaient adopté au moment même où les Quinze donnaient le coup d'envoi de la C.I.G. (en juin 1996). Quoi de plus normal donc de les (et de nous ?) retrouver un an plus tard à Amsterdam, au terme de ce processus hautement participatif et démocratique, pour l'apothéose de l'Euromarche: une grande manifestation en faveur de l'Europe des citoyens, contre l'Europe du libéralisme ?...

suite page 10

Appel européen pour le plein emploi Ken Coates¹

En Europe, aujourd'hui, nous vivons dans l'opulence. Pourtant, nos sociétés affichent de profondes fissures. Par millions, nos concitoyens sont en quête, mais en vain, d'un emploi rémunéré: ils sont beaucoup plus nombreux que les vingt millions de chômeurs officiels. Nombreuses sont les femmes, et nombreux les hommes d'un certain âge qui ont abandonné leur recherche. Dans certaines régions, un jeune sur cinq ne trouve pas de travail. Dans des régions à fort taux de chômage, près de la moitié des jeunes sont sans emploi. Plus de la moitié des chômeurs ont été au chômage depuis au moins deux ans. Un nombre sans cesse croissant de femmes et d'hommes doivent abandonner tout espoir de gagner leur vie en contribuant activement à la richesse de leur société. L'Etat prospère est sur le déclin, incapable d'affronter un chômage qui se pérennise. Dans certains pays, cette malédiction dure depuis 15 ans.

Nous devons appeler cette exclusion de la société par son nom: c'est un désastre qui annihile les vies des gens, détruisant le tissu social dans lequel nous vivons et dépendons les uns des autres, sapant les fondements mêmes de la politique démocratique. Des solutions doivent être trouvées de toute urgence.

Une activité valorisante pour chaque individu, la participation personnelle dans la production de la richesse et une rémunération adéquate sont des besoins fondamentaux de l'être humain, aussi importants que la nécessité de se nourrir, de se vêtir et de s'abriter. Le chômage est générateur d'insécurité et de désespoir. La maladie frappe fréquemment les chômeurs, de sorte que leur santé est ébranlée au moment même où ils sont confrontés à la pauvreté et à l'isolement social.

Le chômage ne tombe pas du ciel, il est produit par l'homme. Il doit être possible de parvenir à nouveau au plein emploi, même s'il ne revêt pas le même caractère que ce que nous avons connu dans la plupart des Etats d'Europe occidentale pendant la longue période après-guerre. Au lieu de garantir un salaire de chef de famille aux salariés masculins et de confier les autres tâches devant être accomplies aux femmes sans les payer, le plein emploi devra veiller à garantir l'accès à un travail correctement rémunéré pour chaque membre de la société, permettant ainsi de redistribuer le travail non rémunéré d'une manière plus équitable. De plus, au lieu de se donner comme perspective l'augmentation indéfinie de la production matérielle, quelle qu'elle soit, le plein emploi devra dorénavant reposer sur une gestion raisonnée des ressources naturelles et sur la protection de l'environnement. Etant donné que les sociétés d'Europe occidentale sont au moins trois fois plus riches qu'elles ne l'étaient au tout début de la prospérité après-guerre, nous pourrions parfaitement nous permettre de réaliser ce nouveau type de plein emploi, en soutenant un redressement écologiquement durable, en répartissant autrement le travail rémunéré (et non rémunéré) et par le biais des revenus des ménages et des biens publics.

Partout, des services communs doivent être financés à l'aide de fonds publics. Ainsi, personne ne met en doute l'utilité de nos services de soins, de l'action sanitaire préventive ou de l'éducation et de la formation. Pourquoi alors ne pas coopérer également au niveau de la restauration de quartiers délabrés, de l'assainissement de l'environnement naturel, de l'amélioration de la sécurité des logements et de l'efficacité énergétique de logements assistés pour personnes âgées, de l'amélioration des capacités d'accueil d'enfants ou de la création de centres sportifs et de loisir pour les jeunes ? N'est-il pas aussi utile de soutenir les petites et moyennes entreprises ou une agriculture qui soit compatible avec l'environnement ? Or, il n'en est rien: des services d'intérêt vital sont négligés et broyés dans un engrenage destructeur. On diminue les dépenses publiques, au lieu de réduire le gaspillage public et la fraude fiscale. Simultanément, les nouvelles technologies et méthodes d'organisation sont utilisées pour licencier de plus en plus de travailleurs, au lieu de leur confier un rôle dans un réseau amélioré de services publics et de créer davantage d'emplois mieux qualifiés et mieux rémunérés.

De plus en plus, les mouvements de capitaux, tous les types de spéculation et jusqu'à la production elle-même sont organisés sur une échelle internationale et globale. Les gouvernements nationaux ont été dressés les uns contre les autres, et les syndicats et les travailleurs de chaque pays ont été entraînés dans une guerre économique pour s'assurer une place concurrentielle. Les arguments sous-tendant ce processus pernicieux sont fallacieux: en général, le taux de rentabilité en Europe occidentale est bien supérieur à la moyenne globale, et, de même dans les pays les mieux placés dans la course mondiale, il existe de véritables alternatives au type de politique monétaire actuellement imposée.

Ces dernières années, la Commission européenne et le Conseil de ministres ont lancé plusieurs plans et propositions visant à créer de nombreux emplois dans toute l'Union. Mais, depuis le Livre blanc de Delors jusqu'aux conclusions du Sommet d'Essen et en dépit d'un faible redressement économique, le volume de la population active n'a pas augmenté. De toute l'Europe occidentale, le nombre d'emplois est inférieur d'au moins 16 millions à celui de 1990. Parallèlement, l'accroissement du nombre de femmes trouvant un emploi dans certains secteurs de l'économie est freiné par l'insécurité au niveau du travail à temps partiel et par des salaires bas frisant l'exploitation, tandis que le nombre d'emplois à plein temps pour les hommes a dramatiquement chuté. Le schéma de la durée du travail s'articule toujours autour des rôles traditionnels impartis à l'homme et à la femme, sans que soient pris en considération des bouleversements d'ores et déjà bien réels.

L'augmentation constante et considérable de la productivité signifie que, globalement, la durée du travail peut et doit être réduite sans pour autant diminuer le volume de ressources nécessaires pour assurer le versement des salaires. Dans le même temps, une nouvelle politique fiscale pourrait contribuer à préserver les niveaux de l'épargne et des revenus. Aujourd'hui, nous courons le risque de voir le chômage et les emplois mal payés augmenter, puisque les gouvernements réduisent leurs dépenses afin de

donner corps à leur interprétation, extrêmement restrictive, des dispositions du traité de Maastricht concernant une monnaie unique. Dans de nombreux pays, nous assistons à l'heure actuelle à une démarche associant restrictions sur le plan social et démantèlement de la protection sociale sur le marché du travail. La menace d'une nouvelle misère pointe à l'horizon: la déchéance dans la pauvreté de ceux qui ont été longtemps exclus et de ceux qui doivent dorénavant des salaires anormalement bas sape la confiance et la force de leurs voisins et véhicule la crainte et l'insécurité dans de nombreuses parties d'Europe.

La crise européenne se retrouve dans le monde entier, et, sur chaque continent, nous recherchons des alliés pour élaborer des politiques de l'emploi qui soient basées davantage sur la coopération que sur la concurrence brutale. La nécessité d'une forteresse économique ne s'impose pas, ni au niveau de l'Europe, ni à celui de la nation, de la région ou de la famille. D'aucuns en ont fait l'essai: dans certains pays, les riches fortifient leurs banlieues, portent des armes et en apprennent le maniement à leurs enfants. Cette démarche est vouée à l'échec. La seule issue, c'est d'agir ensemble, chacun dans l'intérêt de tous, passant un nouveau pacte à partir du bas entre les pauvres et les nantis, exploitant les instruments publics pour faire progresser les intérêts communs capables de stabiliser des alliances populaires sur une large base. Au niveau local, régional, national et européen, nous avons besoin d'actions conjointes et communes pour créer et préserver un nombre suffisant d'emplois bien rémunérés et pour procéder à une nouvelle répartition du temps de travail.

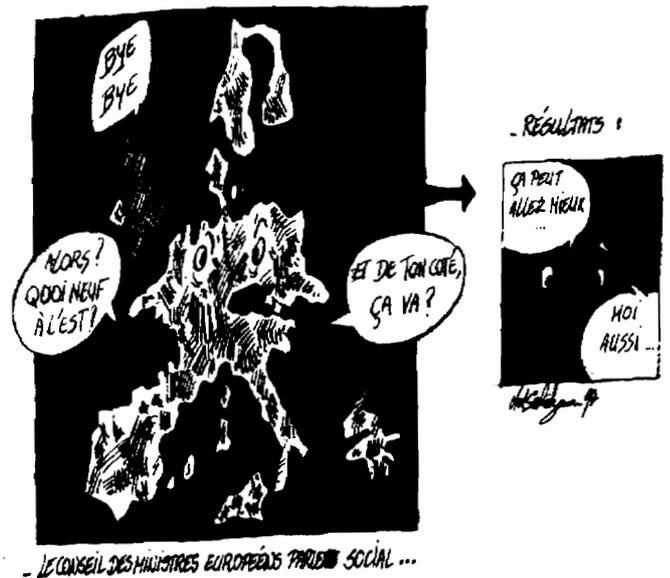
Nous devons convaincre une large majorité de la population qu'il vaut mieux financer des actions utiles sur le plan social et compatibles avec l'environnement que subventionner le chômage. Nous voulons exercer des pressions pour que soit adoptée une stratégie économique européenne commune permettant de réduire le chômage, l'exclusion et la pauvreté et d'ouvrir une nouvelle ère de plein emploi. Cette option implique l'élaboration d'un large éventail de programmes publics et privés, portant notamment sur un régime d'emploi et de financement au niveau européen, et des efforts soutenus visant à réduire le temps de travail, à partager le travail et à mettre en place un vaste programme de perfectionnement tout au long de la vie, tout en préservant parallèlement le niveau des revenus de la population active.

Les nouvelles technologies et les nouveaux systèmes de gestion font appel à moins de salariés pour produire davantage de biens et de services. En fait, des emplois sont ainsi sauvegardés. Cependant, nous devons utiliser ces emplois dans le cadre d'un nouveau système de répartition du travail rémunéré et non rémunéré, en réduisant l'écart séparant les travailleurs trop sollicités de ceux qui sont exclus de la marche de la société et en exploitant une partie des salaires supplémentaires pour financer la création d'emplois dans le domaine de l'environnement, de l'éducation et des soins.

D'ores et déjà, des organismes basés sur le volontariat, des églises et des syndicats étudient les répercussions de l'année sabbatique pour les parents, de la mise en place de formation et de l'éducation pendant le temps de travail, ainsi que de la création de types d'activités humaines et satisfaisantes pouvant se substituer à des activités qui ne sont que besognes fastidieuses et répétitives.

Notre appel vise à stimuler toutes les formes d'action et tous les modes d'emploi permettant de mettre un terme au fléau du chômage. Les signataires chercheront à se réunir pour échanger des idées, examiner des expériences et coordonner leurs travaux. Nous tenterons d'encourager les actions menées dans ce sens dans le domaine politique, afin que l'emploi occupe la priorité dans les ordres du jour. Nous ferons tout notre possible pour inciter nos voisins et nos collectivités à rejeter une Europe de l'exclusion et du chômage de masse. L'Europe doit inclure tous ses citoyens et accorder à chacune et chacun d'entre eux l'espace nécessaire pour développer leur aptitude au bonheur et à la solidarité sociale.

¹ Ken Coates est membre du parlement européen .



L' "Europe sociale" à la croisée de nos chemins... ?

Et si nous abordions ces marches "cartes sur table", quel spectacle s'offrirait-il à nous ? En amont de nos frontières, celui de transhumances multiples, assurément, selon quatre axes de pénétration principaux, appelés à se nouer en plein coeur des Pays-Bas (à Utrecht): au nord-ouest, tout d'abord, se préparent trois marches. L'une, "gaelique" (!), partirait d'Irlande pour traverser le Pays de Galles puis la Bretagne, la Normandie et la Picardie, vers la Hollande (Caen, Rouen, probable passage par Lille); les deux autres (parmi lesquelles une caravane de véhicules) débarqueront sur le continent directement à Calais, après avoir sillonné la Grande-Bretagne en mai. Du sud de l'Europe débouleront, à l'ouest, les Espagnols (et peut-être des Portugais), simultanément par le pays Basque et la Catalogne, tandis qu'au sud-est, un cortège italien progressera à la rencontre d'une marche franco-suisse, en vue de rejoindre Bâle et de longer le Rhin jusqu'à Amsterdam. Autrichiens et Allemands fourmilleront, de leur côté, le gros des troupes venues de l'est, suivant, pour les derniers, trois tracés (depuis Berlin, dans le nord de l'Allemagne et par la vallée du Rhin). Enfin, des Scandinaves - avec ou sans patins ? - fonderont (!) sur Amsterdam au départ de Stockholm, avec Copenhague et Hanovre comme étapes-pivots possibles.

Alors !? La croisière vous tente, l'une de vos connaissances serait susceptible de s'y embarquer, vous êtes disposé à prêter main forte (faute de pieds) pour l'intendance de la flotille ou à offrir un quai auquel s'amarrer le temps d'une escale dans votre ville ou village ? Jetez-vous donc à l'eau, nous ne manquons pas de bouées...et ensemble, faisons en sorte que même le sommet d'Amsterdam ne préserve les éminences européennes de la crue sociale...

Et en Belgique?

Mais on est au beau milieu du chemin!

On a un bol fou: déjà qu'on abrite toutes les institutions européennes, ce qui nous donne évidemment des tas d'idées pour faire du passage de la marche à Bruxelles un événement hors du commun, en plus, notre situation en Europe rendra caduques les prétextes les plus sophistiqués pour ne pas participer à cet événement.

En réalité, le groupe des marcheurs permanents sera assez restreint. Mais il importe qu'à chaque étape, ceux-ci soient rejoints par de nombreux marcheurs d'un jour, et que dans les villes importantes ou les lieux symboliques, ce cortège prenne l'allure d'une manifestation. Pour organiser tout cela s'est créé au niveau fédéral un "Comité Belge d'initiative pour la marche européenne contre le chômage, la précarité et l'exclusion", qui entend réunir un maximum de partenaires: francophones et néerlandophones, laïques et chrétiens, etc. Tout d'abord, l'appel de Florence a été diffusé tous azimuts, et la liste des signataires s'allonge de jour en jour: le MRAX, le CNAPD, d'autres organisations et de nombreuses personnes nous ont assuré leur soutien, et vous êtes invités à faire de même si ce n'est déjà fait (1).

Ce comité a déjà ébauché le tracé des marches en Belgique (qui dépend évidemment de celui de nos voisins), et envisage à présent la façon de jalonner le parcours d'actions diverses, de rencontres, d'animations, etc... Cela implique de nombreux contacts, qui ont été pris ou sont encore à prendre, dans le monde syndical notamment, et votre collaboration en ce sens sera particulièrement appréciée. Nos forces sont vives ... mais déjà largement accaparées, et les factures de téléphone provoquent plus d'une insomnie!

A pointer aussi dans votre agenda:

les 22 & 23 février 97: les assises européennes de Bruxelles
Celles-ci auront lieu du samedi midi au dimanche après-midi à l'ULB. Au programme:

- * témoignages et échanges d'expériences entre mouvements de chômeurs, associations et syndicats des différents pays, nécessitant le travail en ateliers et des temps libres pour les échanges informels (cfr commissions thématiques le samedi après-midi sur l'exclusion sociale, l'action syndicale, les services publics, le droit d'asile, le logement, etc.)

- * débats de fond sur les positions des organisations participant à l'organisation de la marche, et de chacun selon les réalités de son pays, de son milieu de vie ou de ses convictions (cfr programme du dimanche matin)
- * préparation d'actions communes (commissions du samedi en début de soirée)

Tout cela nécessitera la collaboration (bénévole s'entend) de nombreux interprètes, car les langues de travail devraient être idéalement l'anglais, le français, l'allemand, l'espagnol, l'italien et le néerlandais. Si vous pouvez également nous aider à ce niveau, ce serait merveilleux!

Fin mai 1997: Super festival interculturel
d'actions et d'animations à l'occasion
de la marche européenne contre le chômage,
la précarité et l'exclusion

Encore une veine: 1997 est l'année européenne contre le racisme. Celui-ci étant une forme d'exclusion importante, dans cette perspective, la revendication "accès à l'emploi et à des revenus décents pour tous" prend un sens particulier. Fin mai 97, le passage de la marche à Bruxelles sera donc l'occasion de manifestations diverses, à l'adresse des institutions européennes, mais également de toute la société, employeurs en particulier. Mais nous voudrions surtout que des journées soient festives et colorées, c'est pourquoi nous comptons beaucoup sur la participation de plasticiens, de comédiens, de musiciens ... Avis donc aux artistes lecteurs de ce journal: vous pouvez déjà commencer à phosphorer!

- (1) L'appel de Florence ayant déjà été publié dans notre numéro de novembre 96. Pour obtenir ce texte, la liste des signataires ou pour toute autre information concernant la marche ou le meeting des 22-23 février, n'hésitez pas à contacter le secrétariat du comité belge d'initiative pour la marche européenne contre le chômage, la précarité et l'exclusion: c/o Association pour la Paix, Jürg Schuppisser, rue de la Tulipe 34 - 1050 Bruxelles - tél. 02/507.37.80 - fax 513.02.55 - Soutiens financiers bienvenus (compte 068-2197839-40)

Réunion des groupes de travail "marches":

- @ secrétariat général (communication et mobilisation): 21/1 à 15h00 - Maison de la paix, 35 rue Van Elewijck, 1050 Bxl
 - @ mobilisation-implication du monde culturel: 30/1 à 20h00 - Kaputt, 12 rue St-Quentin, 1000 Bruxelles (Schumann)
 - @ mobilisation du monde immigré: contact Daniel Liebmann, tél.: 02/534.62.40.
- ==> Assemblée générale du Comité d'accueil des marches:
3/2 à 18h00 - La Poudrière, 41 rue de la Poudrière, 1000 Bxl

Soutien et coup de main pour les assises européennes des 22 et 23 février 1997

- Vous pouvez proposer un logement ?
- Vous aimez préparer à manger ?
- Vous avez envie de vous occuper de l'accueil ?
- Vous pouvez traduire l'allemand, l'anglais ou l'espagnol, ... ?
- ou autre ?

Votre collaboration sera plus qu'utile pour la réussite de ce week-end.

Contactez Jürg Schuppisser ou Raf Verbeke au tél. 02/502.37.80 ou fax: 02/513.02.55



De Clabecq à ... Amsterdam !

Clabecq ou la chronique d'une mort annoncée, "programmée", serait-on tenté de dire.

Sur la pointe des pieds, ils se sont retirés: d'abord, il y a quelques années, les maîtres des Forges, la famille Dessy, ensuite les autres sidérurgistes refusant les synergies ou un plan de réorganisation globale de la métallurgie wallonne entre grands et petits producteurs; le récent rapport Gandois a sonné le glas à cet égard... En décembre, ce fut au tour de la Commission européenne, au nom de la compétitivité (les règles de la concurrence) du Marché unique, de refuser les initiatives de la Région wallonne: pas question d'accepter les aides publiques aux entreprises en difficulté... ! L'étau s'est ainsi resserré. La société anonyme «Forges de Clabecq» a été mise en faillite par le Tribunal de Nivelles, fin décembre.

Restent cependant l'outil de production au carnet de commandes bien rempli, des accords minimes mais importants avec Cockerill-Sambre en matière de fourniture de produits de base, mais hélas une infrastructure qui doit être modernisée parce que mal adaptée: aux dires de la délégation syndicale, il faudrait un investissement de 4 milliards et demi, une somme importante mais qui n'est pas démesurée, surtout si une dynamique positive entre différents acteurs publics et privés pouvait s'enclencher... et un plan étalé sur plusieurs années se dessiner. Clabecq, c'est enfin une commune de 11.000 habitants et qui ne vit que pour «sa» sidérurgie, que ce soit au niveau du commerce ou de son habitat.

Au milieu de tout ce désastre persiste une délégation syndicale décidée, menée par son bouillant leader Roberto d'Orazio qui depuis plusieurs années mène un combat pour le réinvestissement dans l'outil de production et qui a réussi jusqu'à présent à rassembler la résistance à un processus de mort programmée.

Depuis maintenant quelques années se sont nouées sur le terrain des alliances entre diverses délégations d'entreprises secouées ou menacées: Volkswagen Forest, Caterpillar, Boel, ... autant de lieux symboliques des pressions exercées par le Marché Tout-puissant et la mondialisation galopante.

Le 29 janvier, les services publics, eux aussi menacés par des directives européennes qui les poussent inexorablement vers des privatisations, manifesteront à Bruxelles. Comme le dit J.C. Vander Meeren ("Le Soir" 7/1/97) «Clabecq n'est pas seul... nous refusons la logique européenne actuelle qui consiste à tout sacrifier à la compétitivité, à diminuer sans cesse les charges salariales et sociales. C'est clair qu'à un certain moment, un ras le bol global finira par s'exprimer. La logique de Maastricht correspond à la logique déflationniste. Elle réduit la demande et précipite les pertes d'emploi.» Et encore: «Je ne suis pas d'accord pour dire que Clabecq est condamné. Si on avait dit cela pour Cockerill, on aurait fermé l'outil».

Alors, de Clabecq à Amsterdam... ? Beau programme pour 1997 !

François Gobbe

Proposition d'action:

VILLES ET VILLAGES REVENDIQUENT

Que tous les citoyens, les citoyennes sortent une demi heure de leur domicile, à l'heure et à la date qui aura été fixée, qu'ils rencontrent leurs voisins et expriment leur «mal être» et que, pour cibler davantage leur revendication, ils se rassemblent devant les banques.

Qu'on éteigne tv, radio, magnétoscope et éclairage afin d'enregistrer une baisse de consommation électrique.

Que les automobilistes s'arrêtent et fassent fonctionner leur avertisseur.

Constat: Tous les auteurs de travaux ayant comme thème l'évolution des entreprises et les problèmes du marché de l'emploi, sont unanimes: Nous sommes dans une évolution actuelle de la société, que Jacques Robin qualifie de comparable au passage du paléolithique au néolithique, où la conception du travail n'est en rien semblable à ce que l'on a connu.

Unanimité aussi pour décréter qu'un individu conservera difficilement le même emploi au cours de sa carrière, que les entreprises ne pourront plus prévoir de plans stratégiques à longs termes car les mots clés de ce «nouvel âge» sont: changement, flexibilité, adaptation, formation continue, réseaux.

Curieux aussi de constater qu'au moment où les techniques nouvelles produisent toujours plus de richesses, l'économie capitaliste de marché, est incapable de distribuer ces richesses, et que les différents politiques pour l'emploi ont toutes échoué. Même constat pour dire que la compétitivité comme fin en soi, est génératrice de chômage et de ses corollaires, agressivité, drogue, banditisme, terrorisme. Est-ce la société que nous voulons ?

Sentiment également partagé par ces chercheurs, pour dire que le travail ne peut plus être le seul lien social, que l'épanouissement de l'homme a besoin d'activités culturelles, sportives, créatrices, conviviales ou politiques au sens noble du terme.

Objectif visé: Nous devons revendiquer une société nouvelle, nous savons contre qui agir. AGISSONS, mais pas avec des revendications corporatives. Nous devons mobiliser des millions de personnes à travers l'Europe avec un seul objectif:

«POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS HUMAINE»

Nous faisons appel aux diverses corporations et groupes, nous leur demandons de se rallier à cet objectif principal et d'assister au rassemblement avec leurs propres revendications.

Agir différemment, c'est diluer les forces, c'est incommoder de nombreuses fois les personnes qui ne participent pas à l'action. Bruxelles en a marre des manifestations, d'autres grandes villes aussi. PACIFIQUEMENT, ENVAHISSONS UNE BONNE FOIS L'EUROPE. AGISSONS. (+ propositions d'autres slogans).

Stratégie: Idéalement, c'est le milieu étudiant qui rallierait le plus facilement les différentes forces revendicatrices, capables de lancer une telle mobilisation: les écoles et les familles. Les médias, les journaux toutes boîtes annonceraient l'événement.

Enfin, un manifeste signé par des personnalités accordant leur parrainage à la manifestation pourrait être distribué en masse.

Le jour «J», les télédiffuseurs passeraient le message «Il est l'heure de revendiquer une société plus humaine. Sortez de chez vous» en surimpression sur les différentes chaînes tandis que les cloches et les sirènes de pompiers se mettraient en action.

Vos réactions sont les bienvenues auprès de Mathieu Fassotte, 226 av. de la Résistance, 4630 Soumagne, tél.: 04/377.12.26.

Le texte complet se trouvera sur la page internet: www.enter.org/solidarity

Rencontre internationale du Réseau Européen des Chômeurs (R.E.C.) du 11 au 17.11.96 à Ennis (Irlande)

Une délégation belge composée de 5 personnes membres du Collectif Solidarité contre l'exclusion, de C4 ou de Staten-Generaal van de Arbeid, tous sans emploi se sont rendus à Ennis du 11 au 17 novembre 1996 à la Conférence internationale du Réseau européen des chômeurs.

Le R.E.C. c'est quoi ?

Le R.E.C. comme son nom l'indique regroupe des organisations qui s'occupent de sans emploi à travers toute l'Europe. Le mot Europe doit être vu au sens large car des délégations hongroise et polonaise étaient présentes. 15 pays y étaient représentés cette année. Outre ces trois pays cités précédemment, s'y trouvaient des délégations de la France, la Grande Bretagne, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche, la Suède, le Danemark, la Finlande, la Grèce, l'Espagne, le Portugal.

APPEL AU SOUTIEN FINANCIER

Des sous, des sous... On vous demande toujours des sous !

Vous pensez: "cela n'arrête pas !"

D'un autre côté, la mise sur pied d'un Collectif tel que celui-ci nécessite des sous pour financer les envois, les photocopies du journal, la location de salles, les frais de téléphone, ...

L'état des comptes actuels du Collectif n'est pas brillant. Il est proche de zéro. Alors si vous pensez que nos projets sont intéressants, nous vous demandons un petit coup de pouce supplémentaire qui nous aidera à fonctionner valablement.

Jusqu'à présent, 63 personnes ont réglé leur cotisation de membre sur le compte du Collectif. Nombreux sont ceux qui se sont dits intéressés par notre initiative voire même ont signé l'appel mais n'ont rien versé sur le compte du Collectif. Aussi, si vous pensez l'avoir oublié, n'attendez plus. Remplissez dès aujourd'hui le virement contenu dans ce numéro et envoyez-le à votre banque. Les cotisations sont fixées par an à 1.200 FB pour les travailleurs et 600 FB pour les personnes sans emploi ou minimexées. Le numéro de compte du Collectif est le 523-0800384-15 (Banque Triodos).

Soutien particulier pour les frais de fonctionnement du poste de travail A.C.S. du Collectif

D'autre part, nous aurons très prochainement (en janvier - croisons les doigts !) une personne qui travaillera pour le Collectif (un A.C.S. = Agent contractuel subventionné)

Ce poste de travail entraînera bien évidemment des frais obligatoires: téléphone, photocopies, location, ...

Nous aimerions avoir des rentrées fixes et sûres qui nous permettraient d'avoir la certitude de pouvoir faire face à ces frais. Aussi, nous vous proposons de nous adresser un ordre permanent mensuel pendant cette année 1997 de 500 à 1.000 FB ou plus selon vos disponibilités financières. Votre contribution serait un précieux apport !

Aussi, si vous acceptez de nous soutenir pour cet A.C.S., nous vous demandons de remplir le bon ci-dessous. Nous pourrions ainsi savoir sur quel montant nous pourrions compter. Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant de l'accord de la Région et de l'engagement effectif.

Je soussigné(e).....(adresse).....
.....(tél.).....m'engage
à adresser un ordre permanent mensuel de FB au Collectif «Solidarité contre l'exclusion: emploi et revenus pour tous» du 15.1.97 au 15.12.97 - compte: 523-0800384-15 (Banque Triodos) pour contribution aux frais de fonctionnement de l'A.C.S.

Signature:

Bon à renvoyer à l'adresse suivante: 25 av. Depaire, 1020 Bruxelles, tél. et fax (modem): 02/479.39.82

Le R.E.C. a été fondé en 1982 et existe officiellement depuis 1987. Notons que celui-ci est le premier réseau européen de l'Ouest qui ait jamais existé.

La rencontre de 1996 était la 12^{me}. Elles sont annuelles. Ainsi, pendant une semaine, des délégations de toute l'Europe se réunissent et se concertent sur les politiques et les plans d'action à suivre pour l'année à venir.

La volonté du R.E.C. est d'agir en tant que lobby au sein des institutions de l'Union européenne et d'y faire entendre l'opinion, les intérêts et les préoccupations des sans emploi. Ses objectifs principaux se résument comme suit: a) faire en sorte que le plein emploi soit un objectif majeur de l'Union européenne; b) intégrer cet objectif comme point essentiel dans les articles économiques du Traité de Maastricht; c) modifier les critères de convergence de l'Union économique et monétaire (U.E.M.) pour promouvoir l'emploi; d) évaluer l'impact de toute nouvelle mesure sur l'emploi et les aspects sociaux; e) faire en sorte que les représentants d'associations européennes «d'exclus» soient reconnus comme partenaires sociaux.

Elle dispose d'une charte qui a été adoptée en 1990, par 12 pays jusqu'à présent. Sa charte comprend 9 points: 1) un engagement politique et économique pour le plein emploi; 2) une plus juste répartition de l'emploi et des loisirs; 3) la création de nouveaux emplois afin de produire les biens et les services dont la société a besoin; 4) des vrais emplois socialement utiles; 5) un revenu d'existence pour tous; 6) la fin des discriminations dans le paiement des allocations, l'accès à l'emploi et à l'avancement; 7) l'accès à la formation de haute qualité pour les travailleurs et les sans emploi avec remboursement approprié; 8) l'obtention de moyens pour les organisations de sans emploi; 9) l'acceptation de responsabilités mutuelles entre les travailleurs, les sans emploi et leurs organisations respectives.

La Rencontre de 1996

La rencontre a commencé par la présentation du bilan des activités du R.E.C. de 1995 à 1996. Les responsables se sont dits satisfaits de leur travail car ils estiment avoir accru leur impact et contribué au débat sur la politique économique et sociale.

Différentes résolutions ont été adoptées.

Collaboration avec les syndicats: Cette question est dans l'air du temps. Le Collectif s'est posé la même question (voir rapport de la dernière AG du Collectif - 14 décembre 96). Le R.E.C. veut s'ouvrir aux différentes organisations qui ont un impact sur la question de l'emploi. En cette matière, les syndicats sont des partenaires privilégiés. Un programme d'action a été approuvé dans ce sens.

L'union économique et monétaire: Ce point a été introduit par Martin Gueck de Kairos Europe. Le R.E.C. revendique entre autres de postposer l'introduction de la monnaie unique car il part du fait que de plus en plus d'observateurs affirment que le nombre de sans emploi doublera si l'Union monétaire continue sur la même lancée qu'actuellement. Pour lui, l'Europe économique ne peut se concevoir sans l'Europe sociale et avec des coupes budgétaires dans les domaines social et des secteurs publics pour atteindre les critères de convergence sont inacceptables. Il rejette d'ailleurs une Europe dont le modèle social n'impliquerait pas le plein emploi, le contrôle démocratique des institutions financières et le droit à un salaire social universel et s'oppose à la paupérisation de la population.

Les principes d'Essen et la Conférence intergouvernementale de l'Union européenne de juin 1997: Vous êtes peut-être en train de vous dire: «Qu'est-ce que c'est que ce machin ?» En fait, la politique de l'emploi des gouvernants de l'Union européenne se base sur ces principes. Quels sont-ils ? 1) la promotion des investissements dans les formations professionnelles; 2) la croissance doit être génératrice d'emplois; 3) la réduction des coûts indirects du travail; 4) l'accroissement de l'efficacité des politiques du marché du travail; 5) le renforcement des mesures destinées à aider les personnes qui sont le plus touchées par le chômage.

Même si le R.E.C. reconnaît que ces principes ont été bien souvent manipulés dans l'intérêt du capital, il ne se dit pas opposé à ceux-ci mais estime que si ceux-ci étaient reliés à des buts économiques et sociaux, ils pourraient être positifs pour les sans emploi. Il est nécessaire toutefois de les améliorer. La délégation belge s'est montrée très critique à l'égard de ces principes et a voté contre la résolution.

En ce qui concerne, la conférence intergouvernementale de juin 97, le R.E.C. estime que celle-ci devra inclure un chapitre emploi qui indique des objectifs et un programme précis de réduction du niveau de chômage.

Les actions du R.E.C. pour l'année à venir: Il a acté sa participation aux Marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion ainsi qu'au Contre-sommet des ONGs à Amsterdam en juin 97 qui rejette les critères de convergence de Maastricht.

La rencontre avec Ken Coates: Il est britannique, parlementaire européen travailliste. Vous pourrez lire dans ce journal son appel pour le plein emploi. Il promet l'idée d'un parlement européen des chômeurs. Il estime que les sans emploi, les pauvres ne sont pas suffisamment entendus en Europe et se dit révolté par la misère croissante des populations européennes.

Si on me demandait quel moment a été le plus marquant pour moi à cette conférence, je dirais sans hésiter: «c'est cette rencontre». J'ai été profondément touchée par ce monsieur, âgé et manifestant une réelle préoccupation pour les sans emploi et une volonté d'agir pour stopper ce fléau social.

La déclaration finale: Les gouvernants ne peuvent plus continuer à ignorer le problème croissant du chômage et de la pauvreté en Europe. Elle refuse le sacrifice des sans emploi européens sous prétexte de faire progresser l'Union européenne et réaffirme l'objectif principal de plein emploi du R.E.C.

Que retenir de cette conférence ?

Les délégations ne sont pas toutes faites sur le même moule. Certaines sont composées uniquement de sans emploi. D'autres sont constituées de personnes qui travaillent avec eux. Ou encore, elles forment un mixte de ces deux catégories. Parfois, elles sont issues d'associations caritatives. Certaines collaborent avec les syndicats, d'autres pas ! D'un autre côté, leurs approches varient. Ainsi, certains pays axent principalement leur démarche sur une action de lobby (Irlande, Allemagne,...). D'autres insistent sur la nécessité d'échanger des expériences et de promouvoir l'action sur le terrain (Espagne, Grèce,...). Sans oublier les analyses politiques divergentes. Ainsi, l'Espagne met surtout l'accent sur la remise en question du système économique actuel (pensée unique, mondialisation de l'économie, compétitivité,...), alors que d'autres pays se penchent avant tout sur la réinsertion professionnelle des chômeurs (Irlande,...). De plus, les moyens et les expériences divergent fortement d'un pays à l'autre.

Les délégations espagnole, grecque et belge ont introduit une motion affirmant que le R.E.C. ne doit pas uniquement se centrer sur le travail de pression politique mais permettre l'échange entre les délégations à propos des expériences et des actions. Cette motion a été acceptée.

Le R.E.C. présente des avantages et des inconvénients. Le tout est de savoir ce qui domine. Le sentiment de la délégation belge (si je peux m'avancer en leur nom propre ?) serait de dire qu'il y a plus d'atouts. Pourquoi ? Le R.E.C. est avant tout un lieu d'échanges entre les délégations de différents pays et par conséquent a des effets mobilisateurs non négligeables par effet de retour sur notre travail. En effet, pouvoir échanger ses expériences, coordonner des actions communes, agir à un autre niveau que le pays est porteur de force dans la lutte que nous avons à mener. Rien que pour cette raison, je crois qu'il est nécessaire de continuer à y participer. De plus, le R.E.C. dispose d'une certaine expérience dans la recherche de fonds. Nous devrions mieux exploiter ses connaissances en la matière.

Une cotisation de 300 écus est demandée par le R.E.C. aux délégations participantes. Nous devons trouver le moyen de la financer et nous mettre d'accord sur le paiement de celle-ci entre les différents partenaires de la délégation belge.

Conclusion:

A nous, maintenant d'exploiter cette richesse et de la faire connaître et fructifier en Belgique. Ce pourrait être le cas au sein des ateliers qui porteront tout particulièrement leur attention sur les sans emploi.

Claire André

Le rapport complet de la participation de la délégation belge à cette rencontre se trouve sur internet:

<http://users.skynet.be/emedi/initiatives.html>

Une idée intéressante de création d'emplois de proximité et sa subsidiation...

Petit calcul: 40.000 chômeurs soit 15 milliards par an en allocations. Mettons cette somme de côté, dans une caisse spéciale gérée par l'Etat. Imaginons que chacun des 6 millions de ménages du pays accepte de payer une «cotisation emploi-solidarité» équivalente à 1/250ème de ses revenus, soit une moyenne de 2.500 FB par an et par ménage. Total: 15 milliards. Ajoutons-les aux 15 premiers milliards. Soit en conclusion: 30 milliards.

Si l'on divise cette somme par 40.000 emplois, on obtient 750.000 FB par emploi par an: 500.000 FB nets pour le salaire du travailleur (environ 40.000 FB par mois, donc bien plus que ses allocations de chômage), et 250.000 FB de charges sociales. Au total, la sécu récupérerait 10 milliards par an (250.000 FB fois 40.000 chômeurs).

Cette idée est proposée par Antonio Lombardo et il la conçoit de telle sorte que les petits revenus ne paient quasiment rien.

Le système serait principalement supporté par les gros revenus. Ainsi, remarquons que 40.000 emplois de proximité pourraient ainsi être créés. La commune générerait ces emplois. Chaque commune «recevrait» environ 68 travailleurs qui ne lui coûteraient quasiment rien.

Il existe un réel besoin pour ce type d'emplois: ménage, entretien de jardins, gardiennage, ... mais le problème qui subsiste, c'est comment les subsidier ? L'originalité de l'idée d'Antonio, c'est justement de proposer une solution pour ce financement.

Cela fait plusieurs années qu'Antonio tente de promouvoir cette idée en contactant députés, ministres, économistes, journalistes et autres. Elle continue son petit bonhomme de chemin et se fait de plus en plus connaître.

Vous avez envie d'en discuter avec lui ou d'obtenir plus d'informations, alors n'hésitez pas à le contacter au 04/370.00.46 (tél.), fax: 04/370.01.46, 1 rue Demolin, 4020 Jupille (Liège). Il sera ravi de vous donner plus d'explications.

Internet et le Collectif

Le Collectif disposait déjà d'un courrier électronique (e-mail): «Collectif.emploi@linkline.be». De nombreux messages nous arrivent par cette voie. C'est très pratique, surtout pour les communications internationales.

Dorénavant, des textes du Collectif se retrouvent sur les 2 sites internet dont les adresses sont:

1) <http://users.skynet.be/emedi/initiatives.html> (qui sera bientôt remplacé par le site: <http://users.skynet.be/emedi/collectif.html>, qui est déjà opérationnel aujourd'hui)

Vous pouvez y lire une présentation du Collectif, l'appel du Collectif, le rapport sur le réseau européen des chômeurs, l'appel de Florence et de Ken Coates.

2) <http://www.enter.org/solidarity>: Ce site pourrait devenir une sorte de grand livre ouvert où vos idées, textes et réflexions à propos de l'emploi seraient présentés. Le texte complet de Mathieu FASSOTTE inaugurerait le site.

A vos plumes... A vous d'utiliser cet outil ! Pour ce faire, contactez le secrétariat central (02/479.39.82) pour savoir comment procéder (disquette, formatage, programme, ...). Le partage du travail, c'est aussi ne pas surcharger en dactylographie la coordination. C'est pourquoi nous vous demanderons de nous fournir un texte déjà tapé et sur disquette. Si vous avez des difficultés à trouver un ordinateur pour ce faire, contactez nous, ce serait trop bête d'être stoppé par si peu.

Les états généraux de l'écologie politique

L'objectif de ce projet est de renouer le dialogue entre le politique et la société civile, aboutir à des propositions concrètes de réforme. Jusque fin 1997, ils réunissent citoyens et associations autour de forums de discussion ouverts à tous sur les questions politiques les plus contemporaines. Plus de 80 thèmes, rassemblés en treize grandes thématiques, seront abordés. Pour repenser la société. Au-delà des cloisonnements. Parmi les grandes thématiques abordées, citons "Emploi, travail et production".

Pour tout renseignement, obtenir régulièrement la liste complète et la mise à jour des forums: 02/223.19.71 ou 218.09.02.

Un forum aura lieu très prochainement.

De l'Euro à l'EUROPE

Trois ateliers: 1) Au-delà de la démocratie formelle, une citoyenneté véritable face aux défis socio-économiques et technologiques; 2) Les enjeux d'une politique sociale et environnementale européenne dans la perspective d'un modèle d'écodéveloppement; 3) L'Europe dans le monde: le GATT ou la vie ?

Table ronde : Priorités pour réformer la construction européenne (avec des parlementaires européens).

Lieu: Bureaux du Conseil de la Communauté Française, 15 rue de la Loi, à 1000 Bruxelles.

Date: le 07/02/97 de 9H30 à 18H30.

Contact: Pierre Jonckheer 02/515.86.78.

Rencontres des droits économiques et sociaux

Face à la mondialisation de nos systèmes économiques, que deviennent les droits à la santé, au logement, au travail, à l'enseignement et à la formation? Ces questions posées par la ligue des droits de l'homme seront débattues lors d'ateliers qui débiteront très prochainement. Ils se dérouleront en six séances., de 20h00 à 22h00.

Dates des premières réunions:

Emploi: le mercredi 22/1; **Aide sociale:** le lundi 27/1;

Enseignement: le lun. 20/1; **Logement:** le jeudi 16/1;

Médias: le mardi 21/1; **Sécurité sociale:** le lun. 20/1

Inscription auprès de Dominique Rozenberg,

Ligue des Droits de l'Homme, 6 rue Watteau, 1000 Bruxelles,
tél.: 02/502.14.26, fax: 02/502.18.19.

Le Café politique

Un café politique est un espace de rencontres, de débats contradictoires et de paroles libres, où l'on cherche à élaborer des projets communs innovants en matières politique, économique, sociale ou culturelle. Il est une association de fait qui définit ses activités de manière autonome par rapport à toute association ou institution. Il se donne cependant quelques règles (organiser des débats avec un souci de pédagogie, d'accessibilité et de pluralisme maximum, respecter les droits de l'homme,... rendre publiques ses activités...) reprises dans sa charte.

Vous trouverez ci-dessous une liste restrictive des débats qui y sont proposés. La sélection s'est opérée en fonction des thèmes abordés par le Collectif. Vous pouvez obtenir le journal reprenant la liste complète des soirées auprès de Ch. Derenne, 187 chée de Wavre, 1050 Bxl.

Bruxelles: dès 20h, au Pantin, 355 chée d'Ixelles (place Flagey).

Contact: Ch. Derenne, 187 chée de Wavre, 1050 Bruxelles.

28/2: Accès à l'enseignement supérieur: la démocratie, l'égalité, les inégalités.

7/3: Et alors, ce projet (Goupil 3).

Louvain-en-Woluwe: dès 20h, au courant d'R, sous le métro Alma. **Contact:** Fr. George, tél.: 02/772.97.77.

Tournai: dès 20h, au Relais du Miroir, 15 rue St-Jacques.

Contact: R. Balcaen, tél.: 069/45.53.70.

17/2: Impôt sur la fortune.

Liège: à 20h, au Cirque Divers, 13 en Roture (Outre-Meuse).
Contact: Chantal Bastin, tél.: 04/252.67.16.

Louvain-la-Neuve: dès 20h15, au Foyer, 67 rue des Wallons.
Contact: Z. Labtani, jour: au Foyer - tél.: 010/45.08.88 - soir: 067/21.15.72.

20/2: L'économie sociale: un laboratoire pour notre futur ?

Namur: dès 20h, à L'Eblouissant, rue de l'Armée Grouchy.

Contact: R. Delhaye, tél.: bur.: 081/72.49.61 et dom.: 081/24.10.06.

6/2: Faut-il travailler pour vivre ?

La Louvière: à 20h, au Malibu, place Mansart.

Contact: M. De Loel, tél. 067/33.47.49.

24/01: Le travail, c'est ... tout ce qui nous sépare.

L'Appel des Six Cents: des voix qui avancent

L'Appel des 600, lancé le 6 juin dernier a fait l'objet d'un large écho dans la presse. Qui n'a pas entendu parler d'un impôt sur les plus grosses fortunes ou d'opérations sur la dette ?

Pour beaucoup il est vrai, l'argent est un nerf coincé qui fait de plus en plus mal. Mais où cela coince-t-il vraiment? Le débat est lancé : levée des secrets bancaires, cadastre des fortunes, harmonisation fiscale européenne, plus juste taxation, libération de la dette,...

Pour approfondir la question, voici les prochains rendez-vous des Six Cents :

- **Le Bulletin des Six Cents.** Le premier numéro est paru en novembre 96. Il paraîtra trimestriellement en français et en néerlandais. Cette publication devrait remplir trois fonctions : Instrument de contact pour les signataires de l'Appel ; Outil de documentation pour aider à l'activité de terrain ; Plate-forme de débats sur des alternatives.

- **Colloque début 97.** Le but est de sortir l'impôt sur les grosses fortunes de la liste des slogans passe-partout en abordant sérieusement les obstacles et les objections. Le monde académique sera certes le bienvenu, mais le colloque s'adressera aussi aux syndicalistes, aux politiques, à la presse et aux militants du monde associatif.

- **Une brochure "10 questions - 10 réponses",** sorte d'argumentaire, sera bientôt disponible et présentée à la presse.

Pour tout renseignement: José Vermandere, 380 rue de Bascoup, 7170 La Hestre. Fax: 081/74.28.33.

Campagne vêtements propres:

les droits de l'homme par le travail

La campagne poursuit deux objectifs: premièrement, montrer que de nombreux consommateurs sont attentifs au respect des droits de l'homme dans le travail (l'envoi des cartes continue) et deuxièmement, entrer en discussion avec les entreprises pour l'adoption du code de conduite de la campagne.

Dates prochaines:

La lettre d'informations «Vêtements propres» n° 2 sortira au mois de février.

24.1.97 à 12h00: Débat au «Midi du Tiers Monde» au CNCD, 9 quai du Commerce en présence de Michel Bonnet.

15.3.97 à Namur: journée de formation autour de la campagne «Made in dignity, emploi et dignité humaine au Nord et au Sud» et de la campagne «Vêtements propres».

Lors de la journée du C.A.D.T.M. du 25.1.97 : un atelier sera consacré au travail des enfants, en présence de Michel Bonnet, qui a travaillé au B.I.T.

Pour plus d'informations: contacter Carole Crabbe, 7a rue Michiels, 1180 Bruxelles, tél.: 02/332.01.10 et fax: 02/332.18.88.

Le groupe de Copenhague

C'est en avril 1995 que l'ONU réunissait à Copenhague un Sommet mondial consacré au développement social. Un an auparavant, le CNCD, le GRESEA et les Magasins du Monde avaient lancé une plate-forme dite "de Copenhague". A l'origine, un constat: celui d'une économie de plus en plus envahissante, d'une marchandisation à l'échelle mondiale de quasi tous les secteurs de l'activité humaine, d'un chômage écrasant et de la banalisation des phénomènes de pauvreté et d'exclusion.

Rejointe par plusieurs ONG de développement et de lutte contre la pauvreté, la plate-forme tentait d'amener les divers publics concernés à définir des réponses cohérentes et solidaires à la mondialisation. Elles devaient rapidement se trouver face aux multiples aspects de ce qu'on appelle aujourd'hui la «sphère financière», un univers dont la face la plus spectaculaire est sans doute les dérapages de quelques «Wonder Boys».

Le groupe de Copenhague est né de cette initiative. Il est actuellement composé du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM), du CASI-UO, du Centre national pour la coopération au Développement (CNCD), d'Emmaüs International, d'Entraide et Fraternité, du Forum bruxellois de lutte contre la Pauvreté, du Groupe de Recherche pour une stratégie économique alternative (GRESEA), de Kairos et des Magasins du Monde-OXFAM.

La spéculation financière, nous et le Tiers-Monde

C'est sur ce thème qu'un groupe d'ONG, constitué dans la foulée du Sommet sur le développement social à Copenhague, a préparé une «mallette pédagogique».

Cette mallette comprend tout d'abord une brochure explicative sur les origines de la spéculation financière, ses conséquences au Nord et au Sud et les remèdes qu'on pourrait y apporter.

Depuis la fin des années septante, des masses croissantes d'argent ont été détournées d'une utilisation à des fins d'investissements productifs vers ce qui peut apparaître comme des jeux de casino. Par ce biais, de nombreuses petites entreprises ont été dans l'impossibilité de continuer à investir pour créer ou sauver des emplois; les Etats ont été dépossédés de leurs possibilités d'action sur le plan monétaire et les difficultés de remboursement de la dette du Tiers-Monde se sont accrues.

Outre la brochure d'ordre général, la mallette comprend un ensemble de schémas explicatifs, qui peuvent d'ailleurs être utilisés pour faire des exposés. Elle comporte aussi 14 fiches complémentaires qui visent à donner des informations précises sur des thèmes comme la taxe Tobin, l'impôt sur le capital, etc... Une brochure particulière est consacrée à la dette. L'ensemble est accompagné d'une revue de presse et d'une bibliographie sélective.

Cette mallette est disponible au GRESEA, auprès de René DE SCHUTTER, 11 rue Royale, 1000 Bruxelles, tél.: 02/219.70.76 et fax: 02/219.64.86. et coûte 500 FB hors frais de port.

Une journée de formation sur ce thème est organisée le vendredi, 17 janvier 1997. Elle dure toute la journée à partir de 9h30 et se déroule au CNCD, 9 quai du Commerce à 1000 Bruxelles. Le Groupe de Copenhague a l'intention de lancer en Belgique un débat sur la spéculation financière et ses conséquences. Des animations seront proposées. Si vous voulez faire appel à un animateur pour un débat, n'hésitez pas à les contacter.

Onze heures contre le néolibéralisme, pour l'humanité

Samedi 25 janvier '97 de 9h00 à 22h00

Adresse du jour: Vrije Universiteit Brussel V.U.B. -Auditoire (Aula) Q, avenue de la plaine, Ixelles.

Le CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde), actif depuis une dizaine d'années, organise une journée avec divers ateliers montrant les effets catastrophiques du néolibéralisme sur les populations du sud. Pour tous renseignements complémentaires: CADTM, 29 rue Plantin, 1070 Bruxelles, tél.: 02/523.40.23, fax: 02/522.61.27, e-mail: cadtm@linkline.be

Dessous des sous: Argent contre citoyenneté ?

Campagne d'Entraide et Fraternité & de Vivre Ensemble

Entraide et Fraternité & Vivre Ensemble s'associent au sein d'une campagne de réflexion autour de l'argent et de ses liens avec la citoyenneté et la démocratie. Ils se sont laissés guider par les sujets: de la sécurité sociale, de la dette publique belge, des marchés financiers internationaux et des logiques à l'oeuvre dans la mondialisation de l'économie.

A la suite de ces questions: Comment donner de la consistance à un discours sur la lutte contre l'injustice et la fracture sociale lorsqu'on apprend que les 358 personnes les plus riches possèdent à elles seules l'équivalent du revenu annuel de la moitié la plus pauvre de l'humanité? Comment donner consistance à un discours sur la lutte contre l'injustice lorsque, en Belgique comme dans d'autres pays d'Europe, le poids des dettes publiques entraîne une série d'effets pervers de «redistribution à l'envers» dont les plus démunis et les exclus sont les principales victimes?, ... une certitude s'est forgée: il y a des choses à dire sur la citoyenneté et la démocratie lorsque l'on parle d'argent... et un choix: l'argent pour la mort ou l'argent pour la vie.

Un dossier pédagogique destiné aux jeunes entre 15 et 20 ans, intitulé «Dessous des sous: Argent contre Citoyenneté», les invite à réfléchir à l'utilisation de l'argent et à mieux percevoir certains dangers, pour mieux s'en protéger. Racket, prix du look, dettes, amendes, crédit facile et moyens d'éviter les pièges sont les thèmes de réflexion développés. Un accent particulier est mis sur les cartes magnétiques qui modifient le rapport des jeunes à l'argent en dématérialisant la monnaie. L'argent suscite de multiples réactions: l'envie, le désir, le besoin, le souci de standing, la générosité ou l'avarice, la responsabilité ou la distraction, plusieurs pistes de réflexion sont proposées pour sensibiliser les jeunes à acquérir une autonomie véritable par rapport à l'argent.

Le dossier coûte 200 FB et est disponible auprès de Vivre Ensemble, 32 rue du Gouvernement Provisoire, 1000 Bruxelles, tél.: 02/227.66.80 et fax: 02/217.32.59.

Conférence à l'initiative d'Entraide et Fraternité

Jeudi 23 janvier 1997, de 20h à 23h30, à la Salle Camara, 43 rue de la Charité à 1210 Bruxelles, rencontre-débat avec René DE SCHUTTER «Spéculation financière internationale: comprendre et agir».

Renseignements complémentaires auprès de Anne Le Garroy et Philippe Dupriez, tél.: 02/229.36.55, fax: 02/223.28.40 et répondeur: 02/229.36.57.

Les Comités Chiapas

Solidarité Zapatiste

Vous avez certainement entendu parler du combat des zapatistes au Chiapas et de la deuxième déclaration de la realdad pour l'humanité et contre le néolibéralisme. Des comités Chiapas se sont créés un peu partout en Belgique: Bruxelles, Liège, Gand, Anvers, ...

Les objectifs des comités Chiapas sont: 1) rassembler et diffuser l'information concernant le mouvement zapatiste et indigène du Mexique (Chiapas); 2) soutenir des projets au Chiapas; 3) favoriser une réflexion et une action sur le fonctionnement de la démocratie; 4) favoriser et entretenir des contacts avec d'autres groupes de résistance et de soutien avec le Chiapas.

Pour plus de renseignements, voici quelques adresses de contact:
Bruxelles: 73 rue du Bosquet, 1060 Bruxelles, tél.: 02/537.56.04 - fax: 02/537.56.04, e-mail: quinoa@arcadis.be;
Liège: 23 rue Pierreuse, 4000 Liège, tél.: 04/253.20.57 ou 277.32.19.

